

# La Poste : Non au licenciement de Gaël Quirante

dimanche 25 mars 2018, par [SUD Activités Postales - 92](#) (Date de rédaction antérieure : 2 février 2018).

## Communiqué de presse SUD Activités Postales 92 du 31 janvier 2018.

Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Activités Postales 92 et militant du Front Social, subit un véritable harcèlement disciplinaire et pénal : 10 tentatives de licenciement en 14 ans, et presque un an de mises à pied cumulées.

La Poste avait en effet tenté de le licencier en 2010 en l'accusant de séquestration alors qu'il avait participé à une occupation de la direction départementale de La Poste : son licenciement avait été refusé successivement par l'Inspection du Travail en 2010, par le Ministre du Travail en 2011, puis par le Tribunal Administratif en 2014.

En avril dernier la Cour d'Appel du Tribunal Administratif de Versailles a annulé les 3 précédentes décisions et a ainsi relancé toute la procédure ! L'Inspection du Travail a de nouveau refusé son licenciement mais c'est désormais M<sup>me</sup> Penicaud, Ministre du Travail et ex-DRH de Danone qui va décider du sort de Gaël ! Notre mobilisation doit empêcher son licenciement !

La Poste a décidé de frapper fort contre les militantes et militants combatifs. L'intervention du GIPN contre les grévistes du centre de tri de Bègles-Bordeaux en 2005 avait constitué le coup d'envoi de cette offensive. Depuis, les poursuites disciplinaires et pénales, les licenciements, les sanctions disciplinaires se sont multipliées contre les syndicalistes et plus largement contre toutes celles et ceux qui refusent de courber l'échine : 10 ans de mises à pied cumulées par les militantes et militants SUD et CGT en Ile-de-France depuis 2012 ont été recensées, 14 ans depuis 2010 ! 4 militants syndicaux du 92 ont été mis en garde à vue en pleine grève en 2014. Olivier Rosay a subi à lui seul 69 mois de suspension de fonction ! Dans le 92 aussi, Yann Le Merrer a été révoqué, puis en attente de poste suite à l'obligation faite à son employeur de le réintégrer.

Cette logique répressive touche aujourd'hui l'ensemble du monde du travail : plus de 4000 poursuites disciplinaires ou pénales ont été intentées contre des grévistes ou des manifestants depuis le mouvement de 2016 contre la Loi Travail. Si nous regroupons nos forces, nous pouvons faire reculer la répression : tel est le message que nous porterons lors du rassemblement qui aura lieu le 6 février 2018 !

Rassemblement le 6 février à 19h devant le Ministère du Travail Paris Métro Varenne

*Parmi les premiers signataires : Jean-Pierre Mercier (CGT PSA), Cécile Gondard (Secrétaire nationale Solidaires), Éric Beynel (Secrétaire national Solidaires), Pierre Khalfa (Copernic), Willy Pelletier (Copernic), Mickael Wamen (CGT Goodyear), Xavier Mathieu (ex CGT Continental), Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise), Eric Coquerel (France Insoumise), Olivier Besancenot (NPA), Philippe Poutou (NPA), Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière), Mickaël Wamen (CGT Goodyear), Romain Altmann (Info com CGT), Frédéric Lordon (Economiste, Nuit Debout), Loïc Canitrot (Compagnie Jolie*

*Même)...*

---

---

**P.-S.**

\* MEDIAPART : LE BLOG DE JEAN-MARC B. 2 FÉVR. 2018 :

<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/020218/non-au-licencement-de-gael-quirante>

\* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.